



CORÉE DU SUD : UN NOUVEAU GÉANT ASIATIQUE

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Corée du Sud à Séoul, Daejeon et dans la région de Daegu

6 au 12 septembre 2016

Alors que l'année de la Corée en France s'achevait, et que celle de la France en Corée battait son plein, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Corée du Sud, composée de M. Alain Gournac, président, Mme Elisabeth Lamure, vice-présidente, MM. Philippe Kaltenbach, vice-président, et Loïc Hervé, secrétaire, s'est rendue à Séoul, Daejeon et dans la région de Daegu, à l'invitation du président du groupe d'amitié Corée-France, M. Chung Sye-Kyung, devenu président de l'Assemblée nationale à la suite des élections législatives d'avril 2016.

I. France-Corée : au-delà de l'année croisée, une relation à approfondir



M. Chung Sye-Kyung salue le Président Gournac

À l'Assemblée nationale monocamérale, *Gukhoe*, dont l'organisation s'inspire du modèle anglo-saxon, la délégation a été reçue par son président, M. Chung Sye-Kyung, accompagné de trois députées. Rappelant le soutien indéfectible de Paris à la République de Corée contre la menace du Nord, M. Alain Gournac a souligné que sa trajectoire admirable qui a porté la Corée au 11^{ème} rang économique mondial, nécessitait qu'on lui reconnaisse un statut à son niveau, mais aussi qu'elle prenne conscience de ses nouveaux devoirs.

M. Chung a d'abord exprimé son attachement à la France et ses condoléances à la délégation pour les victimes des attentats terroristes durant l'année écoulée. Il a évoqué ensuite la COP21 et a annoncé que l'Accord de Paris sur le climat serait prochainement ratifié. Il a également regretté que la deuxième compagnie aérienne coréenne, Asiana, n'ait toujours pas pu mettre en place un vol direct Séoul-Paris. Pour leur part, les députées présentes ont insisté sur les conditions d'accueil des Coréens en France, et notamment pour les étudiants.



M. Chung Sye-Kyung, ses collègues, et la délégation

Lors du déjeuner, M. Chung a interrogé les sénateurs sur la politique française en faveur de la natalité, dont la faiblesse en Corée est un des principaux sujets de préoccupation. L'échange qui a suivi a mis en évidence la difficulté à faire passer l'idée qu'un bon niveau de natalité ne pouvait être atteint avec des « recettes » toutes faites, mais qu'elle était le reflet d'une société où la vie de famille est valorisée et où les mères qui travaillent sont aidées.

La délégation a ensuite rencontré M. Shim Jae-Kwon, président de la commission des affaires étrangères et de la réunification, qui s'est dit surpris et inquiet du *Brexit* qu'il ne croyait pas possible avant qu'il se produise. Les sénateurs ont exprimé leur conviction que des relations étroites existeront toujours entre la France et le Royaume-Uni.

Dans le domaine économique, la délégation a rencontré, le 7 septembre, le représentant de la chambre de commerce et d'industrie franco-coréenne (FKCCI) et les conseillers du commerce extérieur. Ces derniers ont présenté une note de synthèse sur *La Corée hors les murs*, qui témoigne de l'intérêt considérable que revêt ce pays pour les entreprises françaises, notamment pour leur implantation dans le reste de l'Asie. La Corée est en effet un État de droit et un marché sûr, d'une taille raisonnable et qui est souvent prescripteur en matière de consommation grâce à la *Hallyu*, la « vague coréenne » des produits culturels (séries télé ou K-pop) en vogue dans toute l'Asie ; une entreprise française peut donc avantageusement s'y « faire la main » avant une implantation plus large en Asie, comme par exemple en Chine. Surtout, les investissements coréens importants dans le reste de l'Asie, où les entreprises vont chercher des coûts salariaux plus bas dans des secteurs à faible valeur ajoutée, permettent de trouver des partenariats intéressants.

Ce sont ces caractéristiques qui ont conduit Veolia à installer dans la « ville intelligente » de Songdo son centre de formation pour toute l'Asie, que la délégation a pu visiter, le 9 septembre, en compagnie de M. Marcel Gaborel, directeur de Veolia Corée.

Les représentants de la FKCCI ont souligné son rôle très complémentaire avec celui de Business France, au service des entreprises souhaitant s'implanter, de la location de bureau temporaire aux études de marché en passant par de nombreux événements et publications.

Le développement de la coopération décentralisée, encouragé par l'Ambassade de France, semble également souhaité par les Coréens, comme l'ont indiqué M. Shim Jae-Kwon, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, et des représentants de la métropole de Daejeon, rencontré chez le directeur de l'Alliance française de cette ville. Les régions françaises se montrent en effet particulièrement actives : la FKCCI a organisé son grand gala annuel autour de la promotion de la Normandie et la région Ile-de-France y développe des partenariats dans le domaine des nouvelles technologies. Les interlocuteurs coréens de la délégation se sont montrés à cet égard intéressés par la décentralisation française, leurs institutions et leur Constitution étant en partie inspirées par celles de la V^e République.

Dans le domaine scientifique, le directeur de l'Institut supérieur coréen des sciences et technologies (KAIST) a exprimé sa satisfaction concernant les échanges d'étudiants et son

souhait de développer les échanges d'enseignants-chercheurs.



Lycée des langues étrangères de Daejeon

Dans le domaine de l'éducation, l'accueil du lycée des langues étrangères de Daejeon par les lycéens et l'équipe enseignante fut particulièrement chaleureux. Une partie des élèves doit se rendre à Paris en janvier 2017 et aura l'occasion de visiter le Sénat. Ce lycée mène une coopération fructueuse avec un lycée de Bordeaux et est sur le point d'en signer une autre avec un lycée de Rouen.

La délégation a pu admirer dans cette ville les résultats obtenus par l'Alliance française, dirigée par M. Jeon Chang-gon, à qui M. Alain Gournac a remis les insignes de chevalier des Arts et des Lettres.

II. Un pays fier de son passé...

Le déplacement a été l'occasion pour la délégation d'approfondir sa connaissance de l'histoire et la culture coréennes, notamment grâce à trois visites.



Haeinsa (monastère bouddhiste)

Le 10 septembre, elle s'est déplacée dans la région de Daegu. Elle a été reçue par le vénérable Hyang-Jeok, supérieur du monastère de *Haeinsa*, l'un des trois joyaux du bouddhisme coréen renfermant le *tripitaka Koreana*, un ensemble de plus de 80 000 panneaux de bois sculptés au XIII^e siècle permettant d'imprimer les textes du canon bouddhique. Ce religieux, francophone, a pu exposer ses projets de dialogue interreligieux, qu'il a également eu l'occasion de présenter au conseiller diplomatique du Président du Sénat en novembre, lors de son passage à Paris.

La visite de l'académie confucéenne *Dodong Seowon* a permis de constater le souci des Coréens d'accéder au plus haut niveau d'études universitaires.



Dodong Seowon

Le lendemain, la délégation a visité l'ancien Palais royal de Changdeok et son jardin privé qui témoignent du raffinement discret et attentif à la nature de l'ancienne Cour coréenne, avant de se promener dans les rues d'Insadong où jeunes filles et jeunes gens sacrifient à la dernière mode qui consiste à s'habiller en *hanbok* (vêtement traditionnel).

III. ...et confiant dans l'avenir malgré certains handicaps

La guerre toujours officiellement en cours entre la République de Corée, le Sud, et la République populaire démocratique de Corée, le Nord, est le premier de ces handicaps. Le déplacement de la délégation sur la zone démilitarisée le vendredi 9 septembre - le jour même d'un essai nucléaire par le Nord - a permis d'appréhender la présence de cette menace dans le paysage même du pays, avec l'effort de défense considérable qu'il consent, et en même temps le fait qu'elle finisse par devenir routinière pour les Coréens eux-mêmes.



Joint security area de la zone démilitarisée, en face de la Corée du Nord

La France a demandé de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord après cet essai, mais cette politique de grande fermeté, appréciée par le gouvernement conservateur coréen actuel, pourrait être en porte-à-faux dans le cas d'une victoire (probable) du parti d'opposition Minjoo, traditionnellement favorable au dialogue, lors de la prochaine élection présidentielle.

La visite, le 7 septembre, de l'incubateur de *startup* Maru 180 a montré que le gouvernement coréen prenait très à cœur la volonté de la présidente Park Geun-Hye de développer la *creative economy*, qui s'affiche sur les murs des gares avec de nombreuses références au modèle californien « *cool* » : cuisine partagée, babyfoot, *mugs*, jeunes responsables... Mais il faut noter aussi que conformément à une pratique courante dans l'économie et la société coréennes, l'incubateur a été confié à une fondation dépendant du *chaebol* (conglomérat) Hyundai... On peut donc se demander si les « jeunes pousses » auront la possibilité de grandir avant d'être absorbées.

La visite du *Korean advanced institute of science and technology* (KAIST), principale université scientifique à Daejeon, a révélé une institution efficace pour préparer les futures générations d'ingénieurs et de chercheurs. Le projet phare du « *Doctor M* » a impressionné la délégation par son ampleur : toutes les manifestations vitales de l'individu y sont en effet observées dans les moindres détails, sans considération pour la vie privée.

La délégation a ainsi pu appréhender une divergence culturelle sensible entre la France, où les questions éthiques ont très tôt préoccupé les scientifiques, et la Corée, où elles semblent moins mises en avant. Cette confiance dans la science rappelle le positivisme français du XIX^e siècle, comme l'a relevé M. Benjamin Joinau, chercheur avec lequel la délégation a pu échanger le 11 septembre.



Songdo

La visite de la « ville intelligente » de Songdo a illustré le volontarisme des grands projets coréens et l'efficacité de la mobilisation des acteurs privés et publics, même si les habitants ont mis du temps à s'y installer et si les temps de transports qui la séparent de Séoul restent importants.

La visite du *Korean aerospace research institute* (KARI), le 8 septembre à Daejeon, démontre la volonté du pays d'être présent dans tous les domaines et de développer ses propres solutions, quitte à parfois se réappropriier, plus ou moins discrètement, des technologies étrangères.



L'Institut coréen de recherche aérospatiale (KARI)

Certes, l'intrication entre les pouvoirs publics et les principaux acteurs économiques - *chaebol* - et la centralisation très forte du pouvoir dans les mains de la présidence présentent d'autres avantages : les objectifs sont partagés et soutenus. En outre, la diplomatie économique est très active : la Corée est le premier pays à avoir négocié des accords de libre-échange avec les trois grandes zones (Europe, Etats-Unis, Chine), et la présidente Park a fait de nombreux déplacements dans ce but (l'Iran, l'Amérique latine, l'Afrique...). Mais cela peut aussi entraîner une grande rigidité voire une paralysie du système, comme c'est le cas depuis l'automne 2016 à la suite du scandale Choi Sun-Sil.

Si les relations avec la Chine restent essentielles, tant les deux économies sont interdépendantes, la récente décision de la présidente Park d'accueillir le bouclier antimissiles américain (THAAD) pourrait créer des tensions entre les deux pays : il lui sera encore plus difficile, avec la présidence Trump, de ménager son protecteur militaire indispensable tant que la menace du Nord existe, et son principal partenaire commercial.

Autre handicap, la dichotomie est extrême, concernant le droit du travail, entre le secteur ultra-protégé des grandes entreprises - capables de surcroît d'action syndicale très dure - et un secteur précaire qui est désormais le seul à vraiment recruter massivement, les *chaebol* préférant délocaliser la production. Même les jeunes diplômés ne sont plus assurés de trouver un emploi, et ironisent sur le choix qu'ils ont d'être au chômage ou d'aller travailler dans la restauration rapide.

Les principales faiblesses restent cependant démographiques avec la natalité en berne et le vieillissement de la population qui en résulte. L'absence de protection sociale fait de surcroît peser une lourde menace sur la cohésion de la société, tandis que les liens traditionnels familiaux se distendent. La présidente Park Geun-Hye, qui avait pourtant axé sa campagne sur ces thèmes, n'a pas réellement infléchi la pratique d'un État stratège qui se voit comme garant de la sécurité, mais pas de la cohésion sociale.

Deux mois après le déplacement, la révélation de l'influence occulte qu'avait Choi Sun-Sil, la « Raspoutine coréenne », sur la présidente Mme Park Geun-Hye, a entraîné une grave crise politique ayant abouti, après des manifestations massives « à la lumière des bougies », au vote d'une motion d'empêchement par le Parlement qui, début 2017, doit être confirmée par la Cour constitutionnelle pour être définitive. Une élection présidentielle devrait donc avoir lieu plus tôt que prévu (en automne 2017). Dans ce contexte, même la candidature probable de l'ancien secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-Moon, proche du parti au pouvoir, pourrait ne pas suffire à empêcher la victoire de l'opposition.

Composition de la délégation



M. Alain GOURNAC
Président du groupe
Sénateur des Yvelines
(Les Républicains)



Mme Élisabeth LAMURE
Vice-présidente
Sénateur du Rhône
(Les Républicains)



M. Philippe KALTENBACH
Vice-président
Sénateur des Hauts-de-Seine
(Socialiste et républicain)



M. Loïc HERVE
Secrétaire
Sénateur de la Haute-Savoie
(UDI-UC)

Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_613.html